

La République islamique d'Iran affirme sa volonté d'être reconnue comme un acteur régional puissant

Bernard Hourcade

L'attaque de drones et de missiles lancée, le 13 avril, sur Israël par les gardiens de la révolution est une tentative pour retrouver une forme de légitimité politique dans le pays et hors de ses frontières, en faisant de la défense du territoire national leur priorité, analyse le géographe

La démonstration de force militaire iranienne des 13 et 14 avril fera probablement date dans les conflits du Moyen-Orient. Les ingénieurs iraniens de l'armement ont produit des drones et des missiles performants que l'armée des gardiens de la révolution a lancés avec succès vers Israël, par centaines et simultanément. Cet exploit technologique et militaire était moins une réponse au bombardement du consulat iranien de Damas du 1^{er} avril qu'un message politique pour signifier que la priorité du gouvernement iranien était la défense de la République islamique et de son territoire national.

L'affirmation de cette dynamique nationaliste placerait donc au second plan, mais sans les abolir, les ambitions révolutionnaires et islamistes du régime. Cette nouvelle stratégie, pragmatique, a été élaborée sous la contrainte, pour tenter de répondre aux menaces des incessantes révoltes populaires, des sanctions économiques, de la montée en puissance de l'Arabie saoudite, du nouvel activisme de l'Etat islamique et d'Al-Qaida et de la possible internationalisation de la guerre entre Israël et les Palestiniens.

En démontrant que l'Iran disposait désormais d'une force autonome et efficace de dissuasion ou d'attaque, la République islamique affirme sa volonté d'être reconnue comme un acteur régional puissant qu'il n'est plus possible de marginaliser. L'Iran exige donc de participer pleinement aux discussions et aux négociations sur la sécurité régionale, à commencer par la question palestinienne, en se posant comme défenseur des Palestiniens contre Israël et les pays arabes alignés sur les Occidentaux. La solution durable de ce conflit chargé de symboles est pour l'Iran un préalable nécessaire à toute normalisation des relations entre Etats de la région, notamment l'Arabie saoudite.

Négocier sur un pied d'égalité

En lançant leur attaque depuis le territoire national iranien, sans user de leurs alliés non étatiques – leurs « proxys », comme le Hamas, les houthistes et surtout le Hezbollah –, les gardiens de la révolution ont signifié clairement que la sécurité de l'Etat iranien passait désormais avant les combats à forte dimension idéologique contre Israël ou contre l'Arabie saoudite et leurs alliés occidentaux. L'Iran conservait en outre intactes les fortes capacités militaires et politiques du Hezbollah en cas de besoin.

En informant à l'avance les Etats-Unis pour éviter que sa démonstration militaire ne fasse trop de dégâts ou de victimes pouvant donner prétexte à une riposte israélienne massive et à une internationalisation aux conséquences certaines désastreuses, l'Iran a ouvert la possibilité de négocier, mais sur un pied d'égalité.

L'Iran veut donc être respecté, même s'il est clair que, pendant des décennies, la République islamique a tout fait pour ne pas être respectable. Mais le temps de la Révolution islamique de 1979 semble révolu. Après quarante-cinq ans d'expérience de l'islam politique, les factions conservatrices qui concentrent tous les pouvoirs à Téhéran – ces « amis de quarante ans » – se déchirent pour trouver les moyens de sauver la République islamique. Les gardiens de la révolution viennent d'apporter leur solution nationaliste. Celle-ci n'écarte pas la répression et l'attachement à l'islam, mais suscite la réaction des factions les plus radicales et conservatrices des gardiens, et surtout du clergé, qui continuent, de façon dérisoire mais cruelle, à s'acharner contre les femmes mal voilées.

La démonstration de force des gardiens de la révolution n'a rien de surprenant, car ils sont les héritiers des combattants de la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui a autant forgé l'Iran actuel que la prise du pouvoir par le clergé chiite. Ils ont fait de la défense nationale une valeur indissociable de l'identité islamique du nouveau régime. Par la suite, leur emprise sur l'économie et la sécurité intérieure ou leurs actions parfois terroristes à l'étranger ont été dénoncées et légitimement condamnées, mais cela ne saurait occulter leur capacité de mobilisation des

meilleures compétences scientifiques et industrielles en matière d'armement, ni la qualité de leurs méthodes de management ou de leur réflexion stratégique. L'étalage militaire des 13 et 14 avril en est la preuve.

Bouger les rapports de force

Les gardiens de la révolution savent qu'ils ne retrouveront jamais le consensus patriotique national de 1980, mais ils espèrent trouver un peu de légitimité politique et surtout marginaliser les revendications sociales, culturelles et politiques des Iraniens. Ils se fondent sur la très surprenante affluence populaire, dans tout le pays, lors des obsèques du général Ghassem Soleimani, assassiné par les Américains en 2020.

En bombardant le consulat iranien de Damas, en Syrie, Israël a voulu faire oublier Gaza et la Palestine et internationaliser le conflit pour retrouver le soutien américain. La réponse iranienne a pris Israël à contre-pied en plaçant le rapport de force sur un autre terrain, celui de la construction d'un Moyen-Orient stabilisé où l'Iran aurait toute sa place. Un vaste chantier qui passe d'abord par une solution durable pour la Palestine, puis par un nouvel accord sur le nucléaire, et (surtout ?) par la construction d'une coexistence pacifique entre les deux Moyen-Orient, celui de l'Arabie saoudite et de ses alliés occidentaux (et israélien) et celui des Etats où les sociétés sont très actives mais victimes de guerres et de conflits internes (Iran, Irak, Syrie, Liban et Palestine).

A l'évidence, pour les Iraniens écrasés par les sanctions internationales et victimes d'une répression dure et absurde, ces perspectives de marginalisation du clergé idéologue au profit des gardiens de la révolution, plus nationalistes et pragmatiques, ne répondent pas à leur volonté de liberté et d'ouverture internationale. Le chemin sera long, mais la démonstration des 13 et 14 avril a fait bouger les rapports de force, car les Etats-Unis ont, semble-t-il, compris qu'il fallait vraiment prendre l'Iran et les Iraniens au sérieux.

Bernard Hourcade est directeur de recherche émérite en géographie au Centre de recherche sur le monde iranien du CNRS. De 1978 à 1993, il a dirigé l'Institut français de recherche en Iran